

LA TRAGÉDIE DES BIENS PUBLICS

En finir avec l'austérité



Aurélien Pressensé

2017, première version

2020, version remaniée



Ce document PDF est disponible sous licence Creative Commons 4.0 – Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Partage dans les mêmes conditions. Pour plus de détails, consultez le site officiel : creativecommons.org.

SOMMAIRE

Introduction.....	4
Les bases.....	5

LA TRAGÉDIE DES BIENS PUBLICS

Chapitre 1 – Monnaie et chômage, quel rapport ?.....	6
Chapitre 2 – Une nation peut-elle manquer de monnaie ?.....	11
Chapitre 3 – Sait-on remédier à un manque de monnaie ?.....	16
Chapitre 4 – Monnaie et endettement, quel rapport ?.....	21
Chapitre 5 – Et si on faisait de la monnaie un commun ?.....	24
Chapitre 6 – Avoir plusieurs monnaies, ça marche ?.....	29
Conclusion.....	33

ANNEXES

Bayonne 2027.....	35
-------------------	----

INTRODUCTION

De quoi se plaint-on au juste ?

Nous assistons à ce qu'un économiste pourrait appeler une « tragédie des biens publics ». Nos systèmes judiciaire, éducatif et de santé se délabrent, nos glaciers fondent, nos sols s'érodent, la qualité de notre air et de l'eau de nos rivières se dégrade, nos grands mammifères se meurent, etc. La situation est alarmante, mais rien ne change, faute d'une organisation économique adéquate.

Qu'est-ce que propose ce livre ?

Dans « La Tragédie des communs » (1968), Garrett Hardin déplore la logique du chacun pour soi qui nuit à une gestion pérenne de nos ressources. Pour remédier à la « ruine universelle » vers laquelle nous mène le capitalisme, il propose d'inventer une gestion commune de nos ressources. Dans ce livre, nous étoffons sa proposition en l'appliquant à une autre ressource : l'argent.

Un dernier mot avant de commencer ?

La réussite d'une politique est fortement corrélée à la taille du budget que l'on consacre à son exécution. Sans les moyens financiers nécessaires, on ne résorbera pas la tragédie des biens publics. L'austérité n'est donc pas une solution. Au contraire, de nouvelles sources de financement sont à inventer si l'on veut créer de nombreux emplois à vocation sociale ou écologique.

LES BASES

- ✓ Monnaie : Moyen matériel ou immatériel servant de compensation lors d'une transaction. Réutilisable / impérissable, la monnaie a également la particularité d'être une unité de compte, d'être un étalon de la valeur.

Synonymes : unités monétaires, devises.

- ✓ Croissance : Hausse du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente. D'une année sur l'autre, un agent économique (ou un regroupement d'agents économiques) a soit davantage vendu de biens / services, soit les a fournis à un prix plus élevé.

- ✓ Économie : Ensemble des activités relatives à la création et à la distribution de produits / services au sein d'une communauté. Une économie dynamique rend compte d'une confiance partagée en l'avenir.

Synonymes : vie économique, activité économique.

Chapitre 1 – Monnaie et chômage, quel rapport ?

NOTION #1 : POLITIQUE MONÉTAIRE

Pour comprendre pourquoi aucune cure d'austérité ne permettra de relever les défis sociaux et écologiques en cours, passons en revue deux débats majeurs qu'ont connus les sciences économiques à propos de l'influence de la masse monétaire (la quantité de monnaie dans l'économie) sur la vie économique, ainsi que les politiques monétaires (la façon de gérer la quantité de monnaie dans l'économie) qui en ont découlées.

A - Say (1767-1832) versus Keynes (1883-1946)

Pour certains économistes, « c'est une circonstance assez insignifiante qu'il y ait beaucoup ou peu de [monnaie] dans le monde. S'il y en a beaucoup, il en faut beaucoup ; s'il y en a peu, il en faut peu pour chaque transaction, voilà tout ! » [Bastiat]¹. En clair, imprimer de la nouvelle monnaie provoquerait à long terme une augmentation générale des prix, point.

Cette façon de voir les choses est souvent associée à la loi de Say, du nom de l'économiste français Jean-Baptiste Say, que l'on retrouve parfois formulée de la manière suivante : « la monnaie est un voile qui masque les échanges des marchandises entre elles ». La monnaie ne serait donc qu'une simple interface habillant un système de troc.

1. Bastiat, Frédéric. *Œuvres complètes de Frédéric Bastiat*. Tome V : Sophismes économiques et petits pamphlets II [en ligne]. Paris : Guillaumin, 1854, 564 pp ; p.87.
Disponible sur : <https://fr.wikisource.org/wiki/Page%3AEuvres_complètes_de_Frédéric_Bastiat%2C_Guillaumin%2C_5.djvu/97>

En effet, « l'idée jusqu'à la Grande Dépression était que l'économie s'auto-régulait dans une large mesure » [Conway]² et qu'il valait mieux ne pas s'immiscer dans ses affaires. C'était sans compter sur le krach de 1929 puis l'intervention décisive de l'économiste John Maynard Keynes, selon qui « dans le monde réel, la dépense d'une personne est le revenu d'une autre personne » [Goodwin]³.

Partant de là, l'État aurait en fin de compte un rôle économique majeur, à savoir irriguer le pays avec la monnaie qu'il crée, c'est-à-dire distribuer des revenus qui seront à leur tour dépensés et ainsi de suite ; la vie économique serait logiquement dynamisée et le taux de chômage diminuerait en conséquence.

La monnaie à présent reconnue par nos économistes comme « active » (en injecter peut faire baisser le chômage), nos dirigeants décident de favoriser l'activité économique en menant des politiques de relance par la dépense publique. Cela fonctionne un temps, en particulier de 1946 à 1975, au cours des Trente Glorieuses.

B - Keynes (1883-1946) versus Friedman (1912-2006)

Pendant des années, afin de soutenir l'économie et d'endiguer au mieux le chômage, nos gouvernements se sont contentés d'émettre de la monnaie en quantité puis de la déverser. Toutefois, avec le temps, ces politiques de relance économique par la dépense publique se montrent nettement moins efficaces.

Pire, parmi les pays qui les appliquent, beaucoup se retrouvent dans une situation totalement inédite : non seulement le chômage ne se résorbe pas, mais les prix grimpent

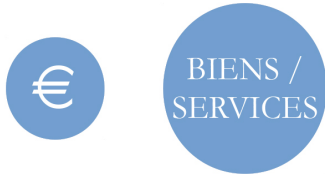
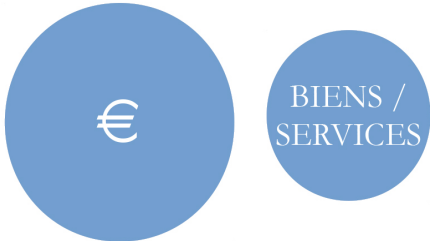
2. Conway, Edmund. *Le keynésianisme*. In : *Juste assez d'économie pour briller en société*. (traduit de l'anglais par Albert Leduc-Sinel). Paris : Dunod, 2010, 207 pp ; p.38.

3. Goodwin, Michael., Burr, Dan (illustrations). *Economix*. (traduit de l'anglais par Hélène Dauniol-Remaud). Paris : Les Arènes, 2013, 304 pp ; p.122.

significativement. C'est la « stagflation ».

L'économiste Milton Friedman, fondateur du monétarisme, nous rappelle alors qu'une transaction commerciale ne peut avoir lieu que s'il existe un bien / service à vendre. Dans le cas où la production est à son maximum et qu'il n'y a aucune vente supplémentaire à réaliser, émettre un surcroît de monnaie n'améliorera en rien la situation, bien au contraire.

Longtemps dédaignée, la théorie quantitative de la monnaie s'impose finalement avec le monétarisme. Ci-dessous un rapide schéma pour l'illustrer :

<i>Théorie Quantitative de la Monnaie</i>	
Monnaie < Production	Monnaie > Production
 <p>Trop peu de monnaie circule dans l'économie réelle, il faut baisser les prix pour trouver des clients.</p>	 <p>L'économie réelle est inondée de monnaie, on peut choisir ses clients, à savoir les plus offrants.</p>

Nos dirigeants - conseillés par nos économistes - recherchent désormais la stabilité des prix tout en veillant à développer la production. De plus, pour tempérer la création

4. L'expression « économie réelle » désigne l'ensemble des activités rémunérant un travail. C'est le monde de l'entreprise. L'économie réelle s'oppose donc à l'économie financière, qui rémunère, quant à elle, un capital. C'est le monde de l'investissement et de la spéculation.

Cette distinction est très utile, surtout lorsqu'il s'agit de comprendre pourquoi la politique monétaire de l'assouplissement quantitatif (ou « *quantitative easing* ») ne provoque pas une hausse générale des prix. Bien que la banque centrale émette énormément de monnaie (afin de racheter des titres financiers à nos banques commerciales), tout cet argent supplémentaire ne vient pas impacter la valeur de l'euro.

En effet, ces milliards d'euros créés restent dans l'économie financière ; n'étant pas mis en circulation dans l'économie réelle, aucune hausse des prix n'a lieu, à l'instar d'une République de Weimar qui imprimerait des milliards de marks, pour finalement les stocker dans une base militaire.

monétaire, l'on met fin au financement direct : l'État ne peut plus émettre de monnaie par lui-même (il ne peut plus s'endetter à taux zéro auprès de sa banque centrale), et doit l'emprunter à un intermédiaire financier, comme tout le monde.

C - Synthèse

L'Économie (l'étude de l'économie) nous suggère que l'activité économique d'une nation peut être stimulée par un ajout de monnaie ou a contrario, être chahutée lorsque trop de monnaie est injectée dans ses circuits, d'où l'existence et l'importance des politiques monétaires.

Dit plus grossièrement, s'il n'y a pas assez de dépenses, d'argent qui circule, le chômage augmente. À l'inverse, si trop d'argent afflue, les prix augmentent inutilement et entravent la bonne marche de l'économie. Une nation en bonne santé économique serait donc une nation disposant d'une quantité de monnaie adaptée à ses besoins.

Il existe bien sûr différentes approches pour gérer au mieux cette quantité. Dans le cas d'un régime totalitaire (tel que l'était l'U.R.S.S.), l'allocation de la monnaie est exclusivement chapeauté par l'État ou presque. Dans le cas d'un régime capitaliste, la monnaie est principalement allouée au travers des prêts et crédits qu'une multitude d'investisseurs et d'agences bancaires accordent aux entreprises ou aux ménages.

Cela dit, une nation n'est pas condamnée à choisir entre une organisation économique communiste ou une organisation économique capitaliste. Elle peut très bien régir la distribution de ses unités monétaires autrement qu'au travers d'institutions étatiques ou financières à but lucratif, ou bien encore un mélange des deux. Nous y reviendrons.

N.B. :

Au regard de la Théorie Quantitative de la Monnaie, nos institutions économiques s'ingénient à ce qu'il n'y ait ni surabondance de marchandises, ni surabondance de monnaie. En manipulant les taux d'intérêt à la hausse ou à la baisse, elles s'assurent que la quantité de monnaie en circulation "gonfle" ou "dégonfle" au même rythme que l'offre de biens et services.

Hélas, procéder uniquement de cette manière, c'est oublier que la monnaie est "active", qu'elle est à l'économie ce que le carburant est à un moteur de voiture ; c'est comme si une station essence espérait redémarrer une voiture en panne d'essence, juste en faisant varier les prix à la pompe !

Ne serait-il pas plus efficace de simplement faire "le plein" ? On retrouve cette idée derrière le principe de l'hélicoptère monétaire, également surnommé « *quantitative easing* pour le peuple ».

Chapitre 2 – Une nation peut-elle manquer de monnaie ?

NOTION #2 : FAMINE MONÉTAIRE

Nous avons vu qu'injecter de la monnaie dans l'économie parvient parfois à réduire le taux de chômage d'un pays. Dès lors, se pourrait-il, que dans certains cas, ce ne soit pas le travail qui manque, mais au contraire, les moyens financiers qui permettraient de le rémunérer ? Que nous dit l'Histoire ?

A - La monnaie est active

« [Lorsque la monnaie] commence à affluer en plus grande abondance qu'auparavant, toute chose revêt une nouvelle face : le travail et l'industrie prennent de l'animation ; le marchand devient plus entreprenant, le manufacturier plus actif et plus habile ; le fermier lui-même pousse sa charrue avec plus d'entrain et d'attention » [Hume]⁵.

Nous l'avons vu précédemment, la monnaie est "active" (en injecter peut faire baisser le chômage). À l'inverse, « un retard dans l'accroissement de la quantité de monnaie peut parfois freiner - et ceci s'est souvent passé dans l'histoire - le taux de la croissance économique » [Triffin]⁶.

La notion de famine monétaire désigne, précisément, une période où un grand nombre de projets ne trouvent pas les financements nécessaires à leur réalisation parce qu'il n'y

5. Hume, David., Say, Léon (édition scientifique). *De la circulation monétaire*. In : *David Hume - Œuvre économique* (traduit de l'anglais par Charles Formentin). [en ligne]. Paris : Guillaumin, 1888, 270 pp ; p.29.

Disponible sur : <http://philotra.pagesperso-orange.fr/de_circula_monetaire_formentin.htm>.

6. Triffin, Robert. *L'or et la crise du dollar*. (traduit de l'anglais sous la direction de Jacques Raoul Boudeville). Paris : PUF, 1962 (1ère éd. anglaise 1960), 201 pp ; p.73.

a pas assez de monnaie dans le pays. L'expression « famine monétaire » vient de l'historien Jacques Le Goff, qui l'utilise pour décrire le contexte économique du XVème siècle :

« Les besoins croissants du commerce [font face à] l'impossibilité d'accroître au même rythme le nombre d'espèces métalliques en circulation, par la suite de la stagnation ou du déclin des mines européennes et du ralentissement de l'alimentation en métaux précieux de provenance africaine. [C'est donc dans un contexte de] « famine monétaire » [qu'il] faut replacer l'activité des marchands de la fin du Moyen Âge. »

- Jacques Le Goff⁷

B - La monnaie est mal répartie

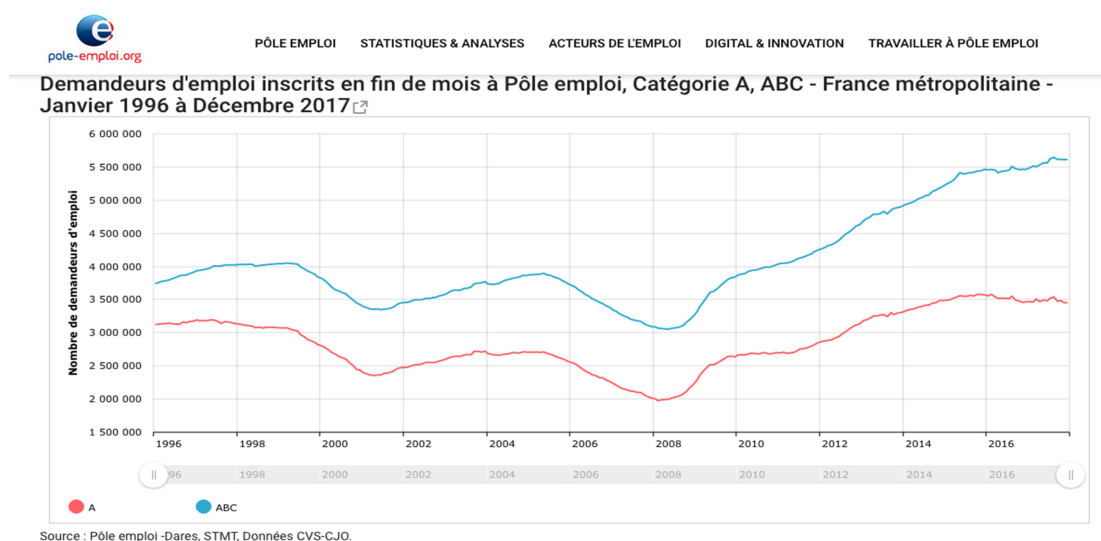
En ce début de nouveau millénaire, la plupart de nos hommes politiques partent du principe que la quantité de monnaie en circulation s'adapte automatiquement aux besoins de la croissance économique. D'après eux, si une activité est susceptible d'être profitable, les montants indispensables à son financement seront naturellement attirés.

Toutefois, une banque ne prête pas des euros pour créer des emplois, mais pour gagner de l'argent ; un territoire sur lequel il n'y a pas de profits à réaliser n'attirera pas de financements. De la même manière, un entrepreneur s'installe là où se trouve des clients potentiels. Ce ne sont pas les hommes qui attirent la monnaie, c'est la monnaie qui attire les hommes (d'où les migrations économiques ou encore l'exode rural).

7. Le Goff, Jacques. *Marchands et banquiers du Moyen Âge*. Paris : PUF, 1966 (1ère éd. 1956), 128 pp, (Que-sais-je ?, n°699) ; p.29.

Bref, ce n'est pas toujours le travail qui manque, il arrive que ce soit les moyens de rémunérer le travail. Imaginons à présent que dans une zone jusqu'alors pauvre en euros, un afflux de monnaies complémentaires change la donne et permettent à des entreprises d'y trouver de nouveaux clients, de s'y développer et par suite, d'y créer des emplois. Nous reviendrons plus tard sur les monnaies complémentaires.

Au sujet de l'économie française, serait-elle victime d'une famine monétaire ?



Lecture : Il y a en France de plus en plus de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi.⁸

C - Synthèse

Résumons : l'Histoire suggère d'accroître la quantité de monnaie circulant au sein d'une communauté à mesure que la vie économique de celle-ci se développe. Dans le cas contraire, l'économie sature, car limitée par un stock d'unités monétaires trop faible ou mal réparti. La monnaie s'échange de fait avec peine, le chômage sévit, les difficultés économiques s'installent.

On retrouve ce phénomène au cours d'une partie de poker. Plus la partie avance, moins

8. Pole-emploi.org. Chômage et demandeurs d'emplois. [en ligne]. Disponible sur <<http://statistiques.pole-emploi.org/stmt/publication>>.

il y a de personnes en jeu et donc de “transactions”, la quantité de jetons s’avérant insuffisante lorsque les « *blinds* » ou les gains de certains joueurs s’envolent. Quelle option a un joueur de poker dans cette situation ?

Pour ne pas être éliminé et éviter la “famine”, un joueur de poker a la possibilité de « recaver », c’est-à-dire d’ajouter des jetons supplémentaires à la partie. De même, en cas de famine monétaire, injecter de nouvelles unités monétaires dans l’économie réelle semble être une stratégie tout à fait pertinente.

Nous allons voir que des monnaies complémentaires propulsées par des régies du crédit peuvent aisément jouer ce rôle de jetons additionnels et ainsi, apporter le carburant nécessaire pour tempérer la tragédie des biens publics en cours, qui cure d’austérité après cure d’austérité, ne fait hélas qu’empirer.

*

* *

N.B. :

« À l'heure de la monnaie dématérialisée, pourquoi un pays développé ne crée-t-il pas les euros dont il a besoin pour financer la lutte contre le dérèglement climatique, qui nous menace tous !? s'exclame Mme Perspicace.

— T'es fou ! rétorque M. Certitude. Si l'on créait des euros chaque fois que l'on en a besoin, alors ils n'auraient aucune valeur.

— Attends ! Tiendrais-tu le même discours, si mettons, on découvrirait demain qu'un astéroïde gigantesque nous fonçait droit dessus ? Tu approuverais que nos dirigeants nous expliquent à la télé que, malheureusement, il est hors de question de créer les moyens financiers qui nous permettraient de sauver notre planète, par peur de faire chuter la valeur de notre cher euro ?

— Tu exagères... Ce n'est pas pareil : on ne peut pas résoudre le dérèglement climatique en imprimant des milliards d'euros pour financer tout un tas d'entreprises soi-disant écologiques. C'est pour ça que préserver la valeur de l'euro me semble plus important.

— Je recommence. Admettons que nous ayons la main d'œuvre, le savoir-faire, les matériaux à disposition et le temps pour construire un canon capable de détruire l'astéroïde de mon exemple. Tu es d'accord que ce serait débile de se laisser crever sous prétexte qu'on n'a pas l'argent pour financer un tel chantier ? Manquer d'euros immatériels, c'est plutôt ça qui est fou, non ? »

Chapitre 3 – Sait-on remédier à un manque de monnaie ?

NOTION #3 : LIBÉRATION MONÉTAIRE

« Si le climat était une banque, nous l'aurions déjà sauvé » est un slogan écologiste qui souligne l'allocation à géométrie variable de l'argent public. En effet, le 7 janvier 2009, le Président français affirme son intention d'affecter des milliards d'euros supplémentaires au plan de sauvetage des banques françaises. L'État ne sort pas ces fonds de son "épargne" : il s'est lourdement endetté pour l'occasion.

Dans le même temps, faute de budget, nous ne parvenons pas à financer la modernisation de nos centres de tri des déchets ou bien la rénovation de nos ponts. Dans un cas, nous nous endettons pour obtenir les moyens financiers dont nous avons besoin, dans l'autre, cette option n'est pas envisagée. Essayons de comprendre pourquoi.

A - De l'abandon de l'étalon-or à l'abandon de l'étalon de change-or

Pendant des décennies, il nous a d'abord fallu exhumer de l'or des profondeurs de la terre pour pouvoir ensuite nous autoriser à imprimer des billets. C'est le système de l'étalon-or : un pays ne peut ajouter des unités monétaires à son économie que si son stock d'or le lui permet.

Toutefois en 1914, de nombreux pays décident de suspendre ce système du « Gold Standard ». Quelle est la raison derrière cette décision ? Le financement de la première guerre mondiale. Pour résumer, l'or impose à la monnaie une quantité limite malvenue, or une fois cette restriction levée, il devient légal d'injecter autant de francs que nous le

souhaitons dans l'économie française.

Aucune mesure innovante n'a été implémentée, nous nous sommes juste donné le droit d'émettre davantage de monnaie. Cette libération monétaire sera, néanmoins, de courte durée. Les accords de Gênes de 1922 instaurent un étalon de change-or (le « Gold Exchange Standard »). À présent, la devise française est indexée sur le dollar états-unien et la livre sterling, qui sont les seules à devoir être couvertes par du métal jaune.

Mais famine monétaire oblige, on se débarrasse outre-Atlantique de l'étalon de change-or en 1933, car faute d'or et par voie de conséquence de dollars, il devient impossible de mener à bien les politiques de grands travaux du Président Roosevelt (le « New Deal », de 1933 à 1938, dont l'objectif est de sortir le pays de la « Grande Dépression »). C'est la seconde libération monétaire du XX^{ème} siècle.

B - Trente Glorieuses (1946-1975) et guerre du Vietnam

« Depuis longtemps l'or ne procure plus de liquidité internationale suffisante pour une économie mondiale en expansion » [Triffin]⁹. Pourtant, en 1944 les accords de Bretton Woods¹⁰ mettent en place un nouveau système d'étalon de change-or, qui impose que seule la devise de l'oncle Sam soit dorénavant convertible en or, tandis que les autres monnaies restent indexées sur le dollar.

9. Triffin, Robert. *L'or et la crise du dollar*. (traduit de l'anglais sous la direction de Jacques Raoul Boudeville). Paris : PUF, 1962 (1ère éd. anglaise 1960), 201 pp ; p.98.

10. Les Accords de Bretton Woods (1944) sont des accords économiques ayant dessiné les grandes lignes du système financier international d'après-guerre. Leur objectif principal est de mettre en place une organisation monétaire mondiale. Ils sont signés le 22 juillet 1944 à Bretton Woods (États-Unis).

En ce début de XXI^{ème} siècle et depuis les Accords de la Jamaïque en 1976, c'est dorénavant la loi de l'offre et de la demande qui détermine le cours de nos devises, via un marché des changes. Nous avons adopté un régime dit « de changes flottants ». Si un euro vaut un euro, d'un jour à l'autre, il s'échange contre plus ou moins de dollars.

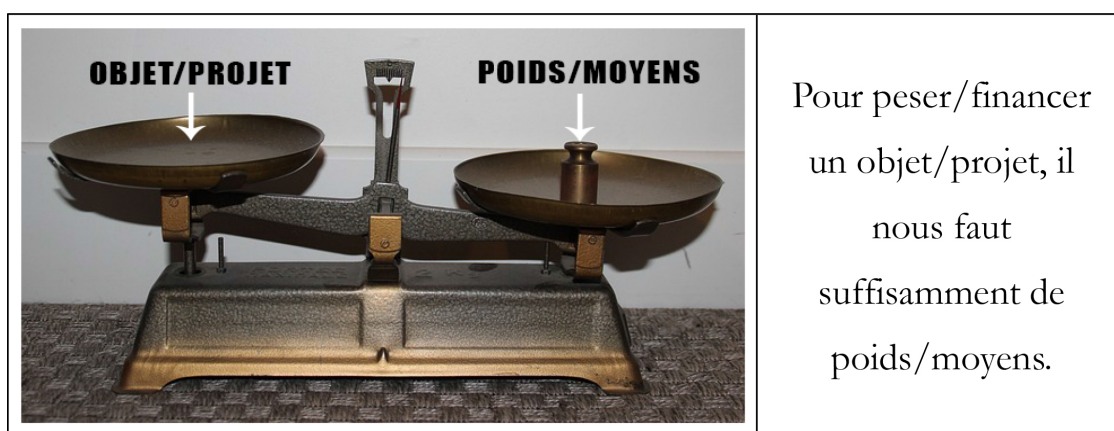
Notons que ces accords prévoient, entre autres, l'émission de dollars en échange d'une reconnaissance de dette du Trésor états-unien ; on parle de « monétisation de dettes publiques ». Énormément de dollars vont pouvoir être créés sans qu'aucune contrepartie aurifère n'intervienne dans l'opération.

Dès lors, pas de troisième libération monétaire à l'horizon ? Faux. Puisqu'il est toujours possible d'échanger les dollars contre de l'or, il s'avère problématique que la quantité de dollars injectée dans l'économie mondiale soit désormais supérieure aux réserves en or des États-Unis.

Ainsi, face à ce dérangeant écart - que les politiques de relance économique par la dépense publique et la guerre du Vietnam ont largement creusé - les États-Unis doivent de nouveau abandonner l'étalon de change-or. Le 15 août 1971, le président américain Richard Nixon déclare "temporaire" la fin de la convertibilité du dollar en or.

C - Synthèse

Prenons la balance de Roberval pour illustrer le terme de « libération monétaire » :



Lecture : En remplaçant les "poids-or" trop peu nombreux par des "poids-dettes" bien plus faciles à produire, nous avons pu rassembler les ressources financières requises pour mettre en œuvre certaines politiques jusqu'alors financièrement irréalisables.

Nous avons emprunté la notion de libération monétaire au « économistes atterrés », qui l'utilisent pour évoquer les Trente Glorieuses, au cours desquelles les États se sont plus ou moins libérés des contraintes économiques liées à l'or. Pouvant s'endetter sensiblement plus auprès de leur banque centrale, ils trouvent finalement les moyens de mettre en place les politiques qu'ils jugent adéquates. Fini le manque de budget.

Maintenant, pourquoi peut-on créer des euros pour sauver nos banques, mais pas pour "sauver" le climat ? Parce qu'on ne contracte une dette que si l'on estime pouvoir la rembourser. L'État peut s'endetter pour sauver une banque, car celle-ci pourra par la suite le rembourser. Ce n'est pas le cas avec le climat, qui lui ne signe aucun chèque de remerciement.

Malheureusement en ce début de XXI^{ème} siècle, les traités européens ont inscrit trop de lois économiques dans le marbre et faire advenir une quatrième libération monétaire au sein de la zone euro est probablement impossible. Les politiques d'austérité sont parties pour durer, nous allons donc devoir envisager une autre approche pour financer, par exemple, notre transition énergétique.

*

* *

N.B. :

Répetons-le, en cette entame de nouveau millénaire, la plupart de nos hommes politiques partent du principe que la quantité de monnaie en circulation s'adapte automatiquement à nos besoins. D'après eux, aucun manque de monnaie dans l'économie réelle ne serait à signaler, car si nous voulons plus d'argent, il suffit de travailler plus.

Leur logique est peut-être la suivante : puisque c'est le travail qui crée la richesse (cf. *La richesse des Nations* d'Adam Smith) et que l'argent est une richesse (ou du moins, que les richesses s'échangent contre de l'argent), alors le travail crée l'argent.

Cependant, les revenus qu'un salarié obtient de la part d'un employeur ne tombent pas du ciel. L'entreprise qui l'embauche ne produit aucun euro, elle ne fait, en réalité, que transférer une partie de ceux qu'elle a déjà en sa possession (sur un compte bancaire). Bref, elle ne crée pas la monnaie avec laquelle elle paie son employé.

Pour cette simple raison, lorsqu'il n'y a pas assez de monnaie dans l'économie réelle, ce n'est pas un surplus de travail qui la fera apparaître comme par enchantement. D'où vient véritablement l'argent ? Des institutions monétaires qui le créent. En ce début de XXI^{ème} siècle, nous utilisons majoritairement une monnaie bancaire.

Chapitre 4 – Monnaie et endettement, quel rapport ?

NOTION #4 : MONÉTISATION DE DETTE

Nos politiques d'austérité aggravent la tragédie des biens publics (nos systèmes judiciaire, éducatif et de santé manquent de plus en plus de moyens). Pour identifier une manière de contourner ces difficultés financières, il nous faut au préalable comprendre comment sont créés les euros scripturaux que nous utilisons. Intéressons-nous à présent au procédé de monétisation de dettes.

En deux mots, la monétisation de dettes est l'opération qui consiste à créer de la monnaie en échange d'une reconnaissance de dette (qui prend généralement la forme d'un actif financier appelé « titre de créance » / « titre de dette »). Pour rappel, on parle de créance pour le prêteur, tandis que l'on parle de dette pour l'emprunteur.

Depuis 1971 et la fin de la convertibilité du dollar en or, nous avons mondialement délaissé la monnaie-or (gagée par de l'or) pour n'utiliser que des monnaies-dettes (gagées par une reconnaissance de dette). Nos euros ne sont pas garantis par un certain poids d'or, ils sont garantis par un actif financier, généralement un titre de dette.

Sachant cela, intégrons bien que les monnaies-dettes n'apparaissent pas dans l'économie par magie, mais à la condition qu'une promesse de remboursement soit monétisée. L'argent du système bancaire ne tombe pas du ciel, il est forcément émis par un intermédiaire financier.

Tous les milliards d'euros qui existent sont, par conséquent, censés être garantis par des milliards de dettes libellées en euros, dollars, yens, etc. La dette sert en quelque sorte à créer et garantir les monnaies-dettes que nous utilisons au quotidien ; sans dettes supplémentaires, pas d'euros supplémentaires (les euros ne sortent jamais du néant).

Nous tenons là une des raisons pour lesquelles la France est lourdement endettée et met en place des politiques d'austérité. L'argent ne nous appartient pas, nous l'empruntons aux institutions monétaires qui monétisent nos dettes.



Lecture : puisque l'humanité emprunte sa monnaie, les pays les plus riches en monnaie sont les plus endettés¹¹.

« La lacune la plus importante du système actuel et le danger le plus menaçant pour sa stabilité future se trouve dans le fait qu'elle laisse le développement satisfaisant de la liquidité monétaire mondiale dépendre surtout d'une quantité additionnelle de [dettes]. »

- Robert Triffin¹².

11. Economist.com. *The global debt clock*. [en ligne].
Disponible sur <https://www.economist.com/content/global_debt_clock>.

Dans l'optique de débloquer des fonds pour lutter contre la tragédie des biens publics, tout en réduisant notre dette envers la sphère financière, peut-être devrions-nous - dans certains cas - songer à émettre de la monnaie par nous-mêmes, plutôt que de l'emprunter à cet intermédiaire qu'est la sphère financière...

Sans forcément mettre un terme définitif à la monétisation de dettes par un établissement bancaire, qu'est-ce qui nous interdit de mettre en service un procédé d'émission monétaire parallèle ? En sus des euros, nous pouvons parfaitement nous payer les uns les autres avec une monnaie complémentaire, injectée dans l'économie réelle dans un but d'intérêt général et non dans un but lucratif.

Y a-t-il un risque de hausse générale des prix ? Pas vraiment. Après tout, les banques commerciales créent de l'argent tous les jours, chaque fois qu'elles accordent un crédit, sans que cela ne dévalue pour autant l'euro.

Le crédit est d'ailleurs une excellente façon de créer la monnaie, cela évite d'imprimer en amont une masse de monnaie déconnectée des besoins de l'économie. La monnaie est injectée dans l'économie pour répondre à un besoin, puis une fois ce besoin satisfait, elle est retirée de l'économie au fur et à mesure du remboursement du crédit.

Il faut savoir que la valeur d'une monnaie est en quelque sorte régie par la loi de l'offre et de la demande. C'est la théorie quantitative de la monnaie. Il y a donc un lien de corrélation entre masse monétaire en circulation et niveau des prix, cependant ce n'est pas un lien de causalité : si la demande pour la monnaie augmente, alors on peut augmenter l'offre de monnaie sans qu'aucune hausse générale des prix n'ait lieu.

12. Triffin, Robert. *L'or et la crise du dollar*. (traduit de l'anglais sous la direction de Jacques Raoul Boudeville). Paris : PUF, 1962 (1ère éd. anglaise 1960), 201 pp ; p.114.

Chapitre 5 – Et si on faisait de la monnaie un commun ?

NOTION #5 : NUMÉRAIRE

Au fait, c'est quoi un commun ? Par opposition à une ressource privatisée, un commun est une ressource accessible à tous ceux qui le souhaitent, sous réserve de se conformer aux lois qui encadrent son usage. La langue française est par conséquent un commun. C'est un outil social libre d'accès, qui permet à ceux qui l'utilisent de communiquer entre eux, à condition de respecter certaines règles de syntaxe.

Peut-on faire de la monnaie un commun ? Oui parfaitement, mais pour bien le comprendre, il nous faut opérer une distinction entre monnaie et argent. L'argent a pour particularité de servir de "barrière à la consommation" : seuls ceux qui ont de l'argent ont du pouvoir d'achat ; ceux qui n'ont pas d'argent ne peuvent pas consommer.

Cette particularité est à la base de deux concepts différents de monnaie - à savoir l'argent et le numéraire - et voilà pourquoi deux théories s'affrontent au sujet de l'invention de la monnaie par les sociétés primitives.

La première, plus ancienne, veut que la monnaie soit née en réponse aux problèmes posés par le troc (par exemple, si l'objet / service A m'intéresse, qui me dit que l'objet / service B que je souhaite troquer va intéresser le propriétaire de l'objet A ?).

La seconde, plus récente, présente la monnaie comme une résultante de la pratique du don qui, couplée à la notion de réciprocité, aurait fait naître le principe de compensation

décalée dans le temps. En clair, celui qui se sent redevable de ce qu'il a reçu considère qu'il a une dette, dette qu'il aurait appelé « monnaie ».

Cette hypothèse que la monnaie n'est pas, au départ, une marchandise que l'on troque, mais une reconnaissance de dette que l'on a matérialisée, se trouve de plus confortée par l'étymologie même du mot « monnaie », qui viendrait du latin, *monere*, que l'on peut traduire par « faire souvenir ».

La monnaie aurait donc, dans un premier temps, rempli la fonction d'aide-mémoire. Elle visait à rappeler qu'une faveur avait été reçue et qu'il fallait qu'elle soit rendue.

D'ailleurs, « notre mot "pécuniaire" (du latin, *pecus*, troupeau) dérive sans aucun doute [...] des disques de cuir représentant une vache ou un cheval » [Douglas]¹³, que confectionnaient parfois les éleveurs, dans le but de différer un paiement (une fois l'animal né ou ayant atteint la taille requise, il était échangé contre le disque et la dette était alors considérée comme réglée).

Nos premières unités monétaires faisaient, en définitive, vraisemblablement office d'avoirs, de reconnaissance de dette. L'"acheteur" créait un jeton avec laquelle il payait le "vendeur", jeton que ce dernier pouvait utiliser ultérieurement pour se voir offrir en retour, un service de la part de l'"acheteur" ou d'une de ses connaissances.

Cette monnaie-jeton est un commun, car les échanges ont directement lieu de pair à pair. Il n'y a ni à la gagner avant de pouvoir la dépenser, ni à s'endetter auprès d'une institution pour pouvoir en créer. Plus généralement, ces jetons de cuir sont un exemple

13. Douglas, Clifford Hugh. *Le crédit social*. (traduction par Fernand Bourret). Loretteville : Tardivel Inc., 1973 (1ère éd. 1924), 207 pp ; p.176.

de numéraire (du latin, *numerare*, compter), monnaie qui consiste simplement à expliciter les soldes débiteur et créateur de chaque membre de la communauté.

On retrouve le concept de numéraire dans la plupart des S.E.L. (Système d'Échange Local) et autre système de crédit mutuel (p.e. Jardin d'Échange Universel). Faire de la monnaie un commun, c'est finalement apprendre à nous régler les uns les autres avec un numéraire, c'est apprendre à s'endetter auprès des membres de sa communauté et non auprès du système bancaire et financier.

Avec l'aide d'un numéraire, il s'agirait pour une commune ou une communauté de communes de financer la lutte contre la tragédie des biens publics avec une autre monnaie que celle du capitalisme financier. Les euros qui nous manquent se trouvent dans des paradis fiscaux ? Eh bien soit, utilisons autant que possible une autre monnaie que celle de la finance interlope. Finie l'austérité.

*

* *

N.B. :

« Beaucoup d’auteurs expérimentés [...] ont essayé de classer ces pièces afin de découvrir l’étalon de valeur des divers États grecs ; mais le système adopté est à chaque fois différent. [...] Leur composition varie de la plus extraordinaire manière, [60 % d’or pour certaines, 60 % d’argent pour d’autres], en contradiction totale avec une valeur propre fixée. Tous les auteurs acquiescent que les pièces de la Grèce antique sont des jetons, leur valeur ne dépendant pas de leur poids. »

- Alfred Mitchell-Innes¹⁴

Les habitants de la Grèce Antique utilisaient une monnaie-jeton, c’est-à-dire que le pouvoir d’achat qu’ils attribuaient à leur monnaie découlait d’une convention sociale et non de la quantité de métal précieux qu’elle contenait. Pourquoi avoir utilisé du métal précieux pour fabriquer ces jetons ? Sans doute pour limiter le risque de contrefaçon, c’est-à-dire le faux-monnayage.

Bref, la monnaie-jeton est la preuve que ceux qui décident d’attribuer ou non du pouvoir d’achat à une monnaie, c’est nous. Garantir une monnaie par une certaine quantité de métal précieux (ou par un actif financier) n’est pas nécessaire pour que l’on ait confiance dans celle-ci. Le respect des règles d’utilisation est en revanche primordial : empêcher le faux-monnayage, encadrer la création monétaire, etc.

En ce début de XXI^{ème} siècle, avec le développement de l’informatique, faire de la monnaie un commun est techniquement faisable. Nous pouvons remettre au goût du jour le concept de numéraire, un outil social libre d’accès permettant de tenir les

14. Mitchell-Innes, Alfred. *What is money?* [en ligne]. The Banking Law Journal, 1913, n°5, vol. XXX, p.317-408 ; p.379-380. Disponible sur <https://www.community-exchange.org/docs/what_is_money.htm> Traduit de l’anglais par Jean-Baptiste Bersac dans *Devises*. 2ème éd.. ILV-Edition (auto-éd.), 2013, 454 pp ; p.100.

comptes entre nous. Dès lors, « la monnaie [redeviendrait] représentative des échanges économiques réalisés et non ce qui les permet » [Rabhi]¹⁵.

Bien entendu, l'usage d'un numéraire exige que soient fixées certaines règles de bon sens, notamment un montant maximal de découvert autorisé (qui pourrait varier selon les situations, une entreprise ou une institution publique ayant le droit de s'endetter davantage qu'un particulier). Qu'il soit bancaire ou de pair à pair, le principe d'un crédit reste évidemment d'être un jour remboursé.

15. Rabhi, Gabriel. *Dette, crise, chômage : qui crée l'argent ?* [21 mars 2014] [Documentaire vidéo]. Youtube. [103 mn]. À 1:42:35.
Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=syAkdb_TDyo>.

Chapitre 6 – Avoir plusieurs monnaies, ça marche ?

NOTION #6 : MONNAIES COMPLÉMENTAIRES

Le bénévolat a ses mérites et ses limites. Pour que des personnes puissent s'occuper à plein temps de la résolution d'un problème social ou écologique, nous devons généralement les payer. De fait, au lieu de subir docilement un manque de monnaie officielle, étudions trois exemples historiques (particulièrement remarquables) de recours efficace à une monnaie complémentaire.

A - Autriche : le *Freigeld* de Wörgl (1932-1933)

Quand Michael Unterguggenberger fut élu maire de Wörgl, il avait en tête une longue liste de projets (refaire les routes, installer l'eau courante dans toute la ville, construire un petit pont, etc.). Beaucoup d'habitants étaient disponibles et compétents pour mettre en œuvre toutes ces idées, mais la commune n'avait que 40 000 schillings autrichiens à la banque ; un montant dérisoire comparé au coût de tout ce qui devait être fait.¹⁶

Le maire a alors l'initiative de mettre en service le *Freigeld*, monnaie complémentaire que tous les commerçants de la commune devront accepter. Une fois imprimée, elle est, entre autres, utilisée pour payer les salaires des agents des travaux publics, anciennement au chômage, qui peuvent enfin regoûter aux joies de la consommation.

En un an, Wörgl voit son chômage réduit d'un quart.¹⁷

16. Lietaer, Bernard. *The future of money*. Londres : Century, 2001, 371 pp ; p.153.

17. Broer, Wolfgang, *L'expérience de « monnaie fondante » de Wörgl a pris fin il y a 75 ans - Une solution pour des temps de crise ?* (traduit de l'allemand par Michèle Mialane). [en ligne]. Horizon et débats, 2009, n°2, 8 pp ; p.4.

Format PDF. Disponible sur <https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/HD_02_2009.pdf>

Cette même année, le chômage connaît une hausse de 20 % dans le reste de l’Autriche, raison pour laquelle - comme en témoigne la pancarte sur la photo ci-dessous - la commune est très fière de sa nouvelle monnaie.



« Pont réalisé à l’aide du *Freigeld* en l’année 1933 par la commune de Wörgl. »
- Unterguggenberger Institut Archiv¹⁸

Cependant, la banque centrale autrichienne - perplexe face à ce qui lui semblait être un étrange tour de passe-passe - déclara le *Freigeld* illégal en 1933. « L’expérience de Wörgl » prit fin aussitôt et le chômage retrouva son précédent niveau.

B – Allemagne : les bons MEFO (1933-1937)

« Entre 1929 et 1935, le niveau de production des grands pays développés a chuté d’un quart, le chômage a augmenté d’autant » [Piketty]¹⁹. Pourtant, un pays s’en sort mieux que les autres : « en quelques années, l’Allemagne réussit à résorber son chômage, à assurer sa reprise économique, à réaliser un programme d’armement dont les événements ultérieurs ont montré l’ampleur » [Pirou]²⁰.

18. Unterguggenberger Institut. *Freigeld bruecke 3*. (1933). [Photo] In : Wörgler Freigeld – Historisch. Disponible sur : <<https://unterguggenberger.org/woergler-freigeld-historisch/>>.

19. Piketty, Thomas. *Le capital au XXI^{ème} siècle*. Paris : Seuil, 2013, 970 pp (Les livres du nouveau monde) ; p.515, p.753.

20. Pirou, Gaëtan, *Économie libérale et économie dirigée* [en ligne], Tome II, 366 pp ; p.280-281. Disponible sur : <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k24512q/f281.item>>.

On attribue, en partie, ce rebond de l'Allemagne nazie à une monnaie complémentaire, à savoir les bons MEFO (*MEtallurgische FOorschungsgesellschaft*), dont l'usage est réservé à l'investissement dans les secteurs de l'industrie militaire et de la recherche.

Concrètement, toutes les usines livrant des équipements militaires sont payées en bons MEFO, convertibles en marks auprès de l'État allemand passé un délai de cinq ans. En 1934, les bons MEFO représentent 51 % du financement du réarmement allemand.

C - Brésil : les programmes de Curitiba (1989-)

« À Curitiba, [...] le maire de l'époque, Jaime Lerner s'est attaqué à deux problèmes qui sévissaient dans sa ville : la pollution et les difficultés de transport. Le conseil municipal a décidé l'émission d'une monnaie sous la forme de jetons de bus. Les habitants de la ville gagnent cette monnaie en ramassant et triant les ordures. Cette monnaie [née du programme « *Lixo que não é Lixo* »] a un double avantage : les rues sont nettoyées et les habitants sont incités à utiliser les transports en commun [...].

[Avec le programme « *Cambio verde* »] les habitants peuvent également échanger leurs ordures contre de la nourriture [ce qui assure un nouveau marché aux produits agricoles des petits producteurs, tout en donnant accès à une alimentation saine aux plus pauvres].

[...] La mise en place de cette monnaie et de ces actions a permis à la ville de faire des économies tout en résolvant ses difficultés. La municipalité a donc pu baisser l'imposition, et ainsi rendre la ville plus attractive. Ce cercle vertueux a permis à Curitiba [...] d'être sacrée « capitale écologique du Brésil » et de devenir une des villes les plus prospères du pays » [Cornu]²¹.

21. Cornu, Jean-Michel. *De l'innovation monétaire aux monnaies de l'innovation*. Limoges : FYP Editions, 2010, 112 pp ; p.69-70.

D – France : régies du crédit ?

Régie agricole, régie de l'eau, régie de l'électricité... pourquoi pas une régie du crédit ? Et si on gérait la monnaie comme un commun (cf. chapitre 5) ? À l'aide d'une régie du crédit, une communauté de communes pourrait enfin financer certaines politiques écologiques ou sociales. Finie l'austérité. Non seulement cela donnerait du travail / réduirait le chômage, mais cela renforcerait aussi la résilience du territoire.

Toutefois il semble qu'en France, les projets de monnaie doivent constituer un fonds de garantie obligatoire en euros pour couvrir leur émission²² ; impossible de créer de la monnaie complémentaire sans bloquer au préalable des euros sur un compte en banque. Le recours à un numéraire (relevant plus d'un système de comptabilité que d'une monnaie aux yeux de la loi) pourrait contourner cet obstacle législatif.

Pour faciliter la déclaration d'impôts, opter pour un cours forcé (p.e. 1 unité de monnaie complémentaire = 1 euro) est recommandé, car il est ainsi plus aisé de traduire puis de déclarer en euros les gains réalisés en numéraire. Le cours forcé évite de plus toute spéculation et par suite une volatilité malvenue du change. Bien sûr, un cours forcé est une convention sociale et peut être levé par la régie si besoin.

Toujours est-il qu'en choisissant de nous payer petit à petit avec le numéraire d'une régie du crédit, à l'échelle d'une commune d'abord voire d'une communauté de communes ensuite, nous pouvons établir un système économique tout-à-fait fonctionnel, bien que différent de celui des monnaies-dettes (cf. chapitre 4).

22. « 21- Pour répondre strictement aux réglementations en vigueur, les euros récoltés sont conservés sur un compte en banque et constituent le fonds de réserve. Ce fonds de réserve est placé auprès d'une institution financière solidaire ou éthique. Il permet de garantir qu'à tout moment l'ensemble des eusko en circulation sont reconvertibles en euros. »

Eusko, *règles de fonctionnement* (2013). In : *L'Eusko c'est quoi? – Textes fondateurs – Règles de fonctionnement de l'Eusko*.

Disponible sur : <<https://www.euskalmoneta.org/regles-de-fonctionnement-de-leusko/>>

CONCLUSION

Pourquoi avoir écrit ce livre ?

Les cures d'austérité ne marchent pas, et il n'y a aucune raison que cela change. Nos besoins écologiques ou sociaux sont nombreux ; ce n'est pas le travail qui manque, ce sont les moyens de le rémunérer. Mais puisque les monnaies-dettes – tel que l'euro - sont la propriété du système bancaire et financier, nous sommes incapables de trouver les fonds nécessaires pour mener à bien d'ambitieuses politiques de bien commun.

Quelle est notre proposition en quelques lignes ?

À l'aide de régies du crédit, nul besoin de dépendre d'acteurs extérieurs et de leurs euros immatériels : nos territoires auraient directement accès à leur propre carburant économique, une monnaie complémentaire. Jusqu'alors dédaignées par les banques faute de rentabilité à court terme, nous pourrions enfin financer nombre d'associations et entreprises qui agissent pour l'intérêt général. Finie la tragédie des biens publics.

Un dernier mot pour conclure ?

S'il s'en donne les moyens, l'Homme est parfaitement en mesure de participer à l'épanouissement de la vie sur Terre. Ce n'est pas l'Homme qu'il faut changer, c'est le contexte au sein duquel il évolue et notamment les contraintes économiques absurdes dans lesquelles il s'emprisonne. Bien sûr, à l'échelle du monde, nous sommes impuissants, mais ce n'est pas le cas à l'échelle de nos communes.

ANNEXES

BAYONNE 2027

« Nous sommes en direct avec M. Perspicace, conseiller municipal à la mairie de Bayonne. Cette commune de 50 000 habitants surprend son monde avec un taux de chômage ridiculement bas, là où le contexte économique en France et au-delà n'est plus au beau fixe ces dernières années. M. Perspicace, que se passe-t-il à Bayonne ? Comment expliquez-vous ce "micro-climat économique" dont bénéficie votre ville ?

— Vous savez, en dehors de Bayonne, c'est en fait tout le pays basque qui connaît un vrai mieux. Si l'on peut être amené à croire que la santé économique du pays basque est tiré vers le haut par Bayonne, pour ma part, je suis prêt à affirmer l'inverse.

Bayonne s'inscrit dans un territoire à la culture vaillante et pugnace. Nous sommes très soutenus par une part significative de la population bayonnaise et des communes environnantes. L'expérience monétaire que nous menons ici est le fer de lance de toute une région, pas seulement de Bayonne.

— D'après vous, la vitalité économique de Bayonne prend sa source dans cette expérience monétaire appelée « *konpainia de kreditu* », n'est-ce pas ? Pourtant, ce n'est pas les monnaies locales qui manquent en France... alors qu'est-ce qui vous fait dire que cela joue un rôle dans le faible nombre de demandeurs d'emploi par chez vous ?

— Oh. Difficile de vous répondre avec certitude. Au risque de me répéter, je pense que nous avons la chance d'avoir de nombreux basques à nos côtés. Notre monnaie électronique s'est rapidement répandue, tandis qu'ailleurs les monnaies locales restent marginales. Nous sommes fiers de pouvoir nous payer avec notre propre monnaie.

— C'est vrai que j'ai été impressionné par le nombre de magasins arborant le logo de la *konpainia de kreditu*. L'engouement est manifeste.

— Nous avons aussi la particularité d'être exemptés du fonds de garantie obligatoire en euros, qui limite fortement l'efficacité des monnaies locales. Nous avons pris soin qu'aux yeux du code monétaire et financier, notre monnaie ne soit pas assimilée à de l'argent. Vous savez, techniquement, c'est un numéraire. C'est-à-dire que le service de paiement est assuré par les utilisateurs eux-mêmes, de pair à pair.

— Oui, si j'ai bien suivi ce qu'un de vos administrés m'expliquait tout à l'heure, la *konpainia de kreditu* ne gère pas vraiment l'allocation de cette nouvelle monnaie. Son rôle est avant tout de promouvoir un programme d'amélioration de la qualité de vie des bayonnais, au moyen d'une application mobile ainsi qu'une carte de paiement mis à la disposition des habitants et visiteurs qui le souhaitent.

— Attention. L'application et la carte ne sont pas réservées qu'aux particuliers. Les partenaires majeurs de la *konpainia* sont les entreprises, les associations, ainsi que certaines banques et quelques établissements publics, telle que la mairie.

— Oui, il ne faut pas les oublier... Comment avez-vous eu - vous ou plutôt l'équipe derrière la *konpainia de kreditu* - l'intuition que cela pouvait marcher ?

— Le principe de fonctionnement des J.E.U., pour Jardins d'Échange Universel, a tout bonnement été calqué. C'est un système économique alternatif parfaitement fonctionnel à petite échelle, qui permet à ses membres d'échanger des biens et services entre eux, sans passer par les euros.

Par exemple, rendre des services rapporte des points, points que l'on dépense ensuite pour recevoir tel produit ou tel service auprès d'un autre membre de la communauté. Chacune des parties de la transaction doit juste noter dans leur carnet J.E.U. respectif, leur solde créditeur ou débiteur, selon le cas de figure. Leur but est de permettre à leurs membres d'échanger des biens et services entre eux, sans passer par les euros.

— C'est un système comptable en partie double assez basique finalement.

— Voilà, on peut voir ça comme ça. Ajoutez-y un soupçon de monétique pour la simplicité d'utilisation, histoire de remplacer le carnet ou le livre des comptes par une banale carte de crédit. Saupoudrez ensuite de cryptographie, afin d'empêcher tout faux-monnayage. Laissez enfin le tout mijoter jusqu'à développer une dimension intercommunale - car l'objectif reste l'emploi au travers de politiques locales ambitieuses - et vous obtenez une superbe *konpainia de kreditu*.

— Ça paraît presque facile présenté comme ça.

— Sauf qu'au démarrage, personne n'y croyait. Mais l'association écologique Alternatiba est née ici vous savez. La cause environnementale est chère à nos cœurs et ça ne date pas d'hier. Pour sortir de l'austérité et financer les projets écologiques et sociaux en faveur d'une meilleure qualité de vie pour les bayonnais, en définitive, nous n'avons pas eu d'autre choix que d'innover un peu.

— D'ailleurs, si j'ai bien compris, n'importe qui a donc accès à la carte de paiement de la *konpainia*. C'est du pouvoir d'achat gratuit pour les bayonnais, en somme. Ne craignez-vous pas d'assister à quelques dérives ?

— La carte de crédit est effectivement accessible à tous ceux qui le souhaitent. Elle offre un découvert autorisé d'un montant équivalent à 500 € pour les particuliers ; il fallait les attirer. Pour la *konpainia* et ses partenaires, dont la mairie, le découvert autorisé est nettement plus élevé. Son montant varie au fil des assemblées générales ordinaires ou extra-ordinaires.

Impossible d'émettre de la monnaie seul dans son coin, cela dit. Il y a des règles, comme pour un livre de comptes ou le Grand livre d'une entreprise. Vous savez, puisqu'une transaction implique la présence d'une autre personne en face, qui n'a pas forcément l'intention de vous rémunérer pour vos beaux yeux, si elle vous paie, vous devez généralement lui rendre d'une façon ou d'une autre, un service.

— J'entends. Pour autant, en tant que conseiller municipal qui suit de près la *konpainia de kreditu*, pouvez-vous nous dire ce qu'il se passerait, si tous les particuliers décidaient de profiter de leur découvert autorisé, puis d'abandonner l'expérience ?

— Nous avons eu le cas d'une dizaine de personnes membres d'une même famille, qui ont mis leur découvert autorisé en commun pour s'acheter un véhicule d'occasion et qui ne se sont plus servis du numéraire basque par la suite. La personne qui vendait son véhicule a été payée, c'est tout ce qui lui importait et après tout, il n'y a pas eu mort d'homme.

De toute façon, ce type de comportement n'est pas représentatif et est balayé par la réduction du taux de chômage à laquelle nous assistons. Votre présence ici l'atteste.

— C'est indéniable. M. Perspicace, puisque les *konpainia de kreditu* ont l'air de fonctionner si bien, pourquoi n'exportez-vous pas votre modèle ?

— Attention. Rappelons que l'idée était de sortir Bayonne d'un contexte économique morose, d'arrêter de subir ces politiques d'austérité qui consistent à dire qu'il n'y a pas d'argent et qu'il faut s'y habituer. Si d'autres villes souhaitent à leur tour apporter des fonds plus que bienvenus à des projets écologiques ou sociaux et créer ainsi de nombreux emplois, il leur appartient de s'inspirer de l'expérience basque. »